

● (2200)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

LES DÉPENSES PUBLIQUES—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR L'AUGMENTATION PRÉVUE

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Monsieur l'Orateur, mes observations ce soir ont trait à un échange entre le ministre des Finances (M. MacEachen) et moi-même, comme l'atteste le compte rendu du 24 février à la page 7606. A ce moment-là, je l'interrogeais au sujet de déclarations qui me semblaient fallacieuses dans le discours qu'il avait prononcé lors d'un dîner-conférence au Canadian Club de Montréal, le 23 février dernier.

Je trouvais principalement à redire au fait qu'il ait prétendu que le gouvernement suivait l'évolution des dépenses dans le produit national brut au Canada. N'importe quel observateur averti sait qu'il n'en est rien. Contrairement à ce que le gouvernement a pu dire, ses dépenses ont augmenté beaucoup plus rapidement que le produit national brut.

Je tiens à signaler à la Chambre que les dépenses du gouvernement du Canada ont augmenté à un rythme étonnant. En 1968, les dépenses fédérales globales étaient d'environ 12 milliards de dollars. A cette époque, le niveau du revenu national était sensiblement égal à celui des dépenses, de sorte que la dette nationale nette n'était alors que de 16,759 millions de dollars, soit l'équivalent de \$792 par habitant. Par ailleurs, notre dette nette correspondait à 21.2 p. 100 de notre produit national brut.

Si je le signale, c'est afin que les députés puissent se rendre compte que les dépenses brutes de l'État ont augmenté plus rapidement que le produit national brut, sans que le gouvernement ait su trouver les revenus pour équilibrer le budget. Il s'ensuit que notre dette nette a été d'environ 16 milliards de dollars en 1968. En 1970, elle était encore de moins de 17 milliards de dollars. Mais en 1979, elle avait atteint 55 milliards de dollars, soit \$2,360 par habitant et représentait 22.2 p. 100 de notre produit national brut, soit environ 3 p. 100 de plus qu'en 1970.

Maintenant que les prévisions budgétaires ont été déposées à la Chambre, il ne fait absolument plus aucun doute que le gouvernement se propose de faire passer les dépenses, que nous estimons déjà trop élevées pour l'année financière en cours, à quelque 82,275 millions de dollars pour l'année financière 1984.

L'ajournement

Le gouvernement devrait maintenant dire la vérité aux Canadiens. Durant quelques années peut-être, le Canada et les États-Unis se sont comportés comme des invités à une réception: nous sommes tous deux devenus un peu ivres. On peut comparer à de l'ivresse en effet la gabegie caractéristique des gouvernements de nos deux pays. Aux États-Unis, le gouvernement responsable du président Reagan a maintenant pris le pouvoir. Tout permet de croire qu'il se propose de redresser l'économie du pays; mais le gouvernement du Canada n'a donné aucun indice qui permette d'espérer la même chose ici.

Je sais que vous êtes plutôt casanier, monsieur l'Orateur, mais ceux qui courent les réceptions savent bien que lorsque tout le monde est un peu ivre, sa propre ébriété un peu plus avancée peut passer inaperçue. Mais dès que les autres pays commenceront à se dégriser, le Canada sera le pays ivre à la fête mondiale.

● (2205)

A mon avis, monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel est en train, par son incurie totale dans l'administration des affaires, de nous entraîner vers une inflation et des taux d'intérêt plus élevés. Le gouvernement est ivre. Il est ivre d'abord parce qu'assoiffé de pouvoir, mais trop ivre pour se rendre compte qu'il est en train d'entraîner le pays dans une situation d'où nous pourrions difficilement nous extirper.

Nous avons trop vite oublié qu'en 1970, l'intérêt sur la dette publique était de 1,675 millions de dollars. C'est ce que nous avons payé en intérêt cette année-là. Les députés le savent: cette année, à partir du mois prochain, nous devons payer, nous dit-on, 12,350 millions. Le gouvernement a-t-il donc besoin d'autres preuves qu'il ne peut continuer à dépenser ainsi, à accumuler déficit sur déficit, sans forcément augmenter le fardeau du financement de la dette?

Si nous jetons un coup d'œil sur le budget des dépenses de 1981-1982, nous constatons que le service de la dette en 1984 est estimé à 16 milliards de dollars. Il n'y a pas encore si longtemps, le montant total du budget fédéral était inférieur à 16 milliards de dollars. Il était certes de beaucoup inférieur à cela lorsque l'empereur, l'homme qui prétend aujourd'hui être le premier ministre, a pris le pouvoir. Il est temps que nous obtenions des explications.

M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai souvent remarqué que les députés choisissent leurs exemples à partir de situations qui leur sont très familières. J'espère que ce n'est pas le cas, ce soir, du député d'en face.

M. Kempling: Il ne boit pas.